

En Europe, les jeunes entre espoir et réalisme

FRACTURES EUROPÉENNES 3|5 Touchés de plein fouet par la crise de 2008, les jeunes ont le sentiment que leurs aspirations ne sont pas assez prises en compte par le monde politique

En cet après-midi ensoleillé de février, la foule se fait dense sur la place de l'Opéra, à Paris. Des centaines de lycéens se sont réunis pour défilier en faveur du climat. «*Où est-elle, où est-elle ?*» Les badauds se pressent, des étudiants jouent des coudes pour l'apercevoir. Visage poupin encadré de longues nattes brunes, Greta Thunberg prend la parole : «*Nous, les jeunes, ne devrions pas avoir à faire cela. Mais comme les adultes ne prennent pas leurs responsabilités, nous agissons.*» En quelques semaines, la Suédoise de 16 ans est devenue le symbole d'une jeunesse européenne qui, comme dans 120 pays dans le monde, bat le pavé pour sommer les dirigeants d'agir enfin pour l'environnement.

Cette mobilisation en dit long sur le fossé entre les moins de 25 ans et la classe politique. «*Le climat est un sujet majeur pour beaucoup de jeunes*», note Vincent Cocquebert, auteur de *Millennial burn-out* (Arkhe, 216 pages, 17,90 euros), un essai sur la génération née entre 1980 et 2000. Avant de nuancer : «*Mais il serait problématique d'oublier que ceux-ci constituent un groupe hétérogène et éclaté, aux aspirations très différentes.*»

Comment cerner, malgré tout, ce à quoi rêvent les jeunes des 28 pays membres ? Les idéaux des pères fondateurs de l'Europe les inspirent-ils encore ? Quel regard portent-ils sur l'Union européenne (UE) ? Les résultats des élections européennes de 2014, et les enquêtes menées par la Commission depuis, apportent des éléments de réponse : dans l'ensemble, ils se sentent plus européens que leurs aînés mais croient moins à la politique. Il y a cinq ans, seulement 28 % des électeurs de moins de 25 ans sont allés voter, contre 42,5 % pour l'ensemble de la population.

Malgré tout, les moins de 25 ans tiennent à l'Europe : d'après l'Eurobaromètre de mars 2018, 61 % se disent attachés à l'Union européenne, contre 56 % pour l'ensemble de la population, et ils sont plus nombreux à penser que l'UE est une bonne chose pour leur pays. «*La rejoindre a transformé la Slo-*

venie : désormais, nous sommes libres de traverser les frontières et d'étudier à l'étranger», témoigne ainsi Patrik Bole, 22 ans, étudiant en sciences sociales à Ljubljana. *Mais les institutions ne sont pas assez démocratiques, et cela alimente la défiance des citoyens.*»

«**DES MESURES INHUMAINES**»

Comme lui, ils sont nombreux à Paris, Bucarest et Lisbonne à regretter le manque de transparence de la Commission, du Parlement ou du Conseil. A vrai dire, leur fonctionnement ne les passionne guère. Ce que déplore Rosaline Marbinah, présidente du Conseil national des organisations de la jeunesse suédoise. «*On manque d'information et d'éducation sur l'Europe. A l'école, on passe très vite sur le sujet et souvent ce n'est que pour aborder les questions institutionnelles, ce qui est loin d'être suffisant.*» Les politiques, ajoute-t-elle, sont également responsables : «*Quand ils parlent de l'UE, c'est de Bruxelles et non de l'Europe présente dans notre vie de tous les jours. Il y a une mise à distance.*»

Pourtant, les jeunes Suédois, largement anglophones, sont tournés vers l'international. Ils voyagent, étudient à l'étranger. «*Mais nous sommes plus américanisés que concentrés sur l'Europe*», remarque Rosaline Marbinah. Après le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Australie sont les destinations préférées des étudiants pour les programmes d'échanges.

Dans la zone euro, la distance à l'égard de l'Europe s'est creusée lors de la crise de 2008. «*Elle a rendu les jeunes bien plus critiques sur le projet européen*», analyse Joao Pinto, Portugais et président du Réseau des étudiants en Erasmus (Erasmus Student Network, ESN). Il faut dire qu'ils ont été les premières victimes de l'effondrement de l'emploi durant la récession, et des politiques d'austérité qui ont suivi. Le taux de chômage des moins de 25 ans a ainsi culminé à près de 25 % dans l'union monétaire début 2013, selon Eurostat, contre 10,8 % pour les plus de 25 ans. Aujourd'hui encore, l'écart est de neuf points.

Alors que l'Europe du Nord a quasiment renoué avec le plein-emploi, les séquelles de la

récession sont encore prégnantes en Europe du Sud. En Grèce, en Italie, en Espagne, près d'un jeune actif sur trois est encore au chômage. Plus des deux tiers des jeunes Espagnols, Portugais et Italiens occupent des jobs temporaires. «*Ceux arrivés sur le marché du travail pendant la crise en payeront le prix tout au long de leur carrière*, souligne Zsolt Darvas, économiste au centre de réflexion Bruegel, à Bruxelles. *La période de chômage à la sortie des études pèsera longtemps sur leur progression de salaire et de poste.*»

C'est encore plus vrai pour ceux quittant l'école sans diplôme. Ainsi, la part des jeunes sans emploi, ni en formation, ni en études (les NEET, pour *not in education, employment or training*) est plus élevée au sud, où le système scolaire échoue à offrir une alternative aux élèves en difficulté : elle dépasse les 20 % en Grèce et en Italie pour les 15-29 ans, contre 13,9 % en France et 13,4 % dans l'UE.

UNE FUITE DES CERVEAUX QUI INQUIÈTE

En dépit de ces difficultés, 57 % des jeunes Grecs se déclarent toujours profondément attachés à l'UE, d'après l'Eurobaromètre de mars 2018. C'est plus que les Français du même âge (52 %). «*Nous ne pouvons pas toujours rejeter la faute sur l'Europe, la Grèce a pâti de gouvernements incompetents qui ont mené le pays à la faillite*», reconnaît Vassilis Karydas, 24 ans, parti à Berlin pour suivre un master en finance.

Yannis Lappas, lui, se montre plus dur à l'égard de l'Union et de l'austérité imposée à la Grèce pendant la crise. «*Des mesures inhumaines, et contre-productives, n'encourageant aucunement la croissance durable ont été prises*», estime cet étudiant en physique à l'Ecole polytechnique d'Athènes. Lui compte voter aux élections de mai. Il aimerait rester en Grèce. Mais confie : «*Je ne suis pas sûr de trouver un emploi correct ici : les salaires restent très bas. Alors, je me fais de plus en plus à l'idée d'aller dans un autre pays.*» Selon les estimations, de 300 000 à 400 000 jeunes ont déjà fait leurs valises depuis 2010.

Partir pour une vie meilleure. A l'est aussi, les jeunes sont nombreux à quitter leur pays pour rejoindre les métropoles allemandes ou

britanniques, dans l'espoir de décrocher un emploi mieux rémunéré. Le phénomène s'est accéléré lorsque les pays de l'ex-bloc soviétique ont rejoint l'UE, permettant la libre circulation des personnes. Aujourd'hui, les étudiants partent de plus en plus tôt.

« Une grande proportion des élèves ayant décroché leur bac dans des lycées d'excellence quittent désormais le pays pour entamer leurs études, s'alarme Gabor Zoltan Szűcs, politiste du Centre de recherche en sciences sociales de Budapest, en Hongrie. Dans certaines écoles, plus de la moitié d'entre eux choisissent de s'exiler, et de plus en plus de sociétés sont montées pour aider les jeunes à intégrer des facultés étrangères. » Cette fuite des cerveaux inquiète les pouvoirs dans la partie orientale de l'Union, quelle que soit leur couleur politique, car elle accentue dangereusement le déclin démographique de la région.

La fragilité des jeunes face à l'emploi, leurs aspirations à des salaires corrects ou à un meilleur cadre de vie sont pourtant peu prises en compte par la classe politique, estiment beaucoup d'entre eux. « Nos voix et nos besoins sont trop peu entendus par les partis, et c'est un problème pour la démocratie », regrette l'Autrichienne Carina Autengruber, présidente du Forum européen de la jeunesse, une plate-forme regroupant une centaine d'organisations de jeunesse du continent. « Ils ne prennent pas notre expertise au sérieux », ajoute Julia Reda, 32 ans.

A 16 ans, cette Allemande a rejoint le Parti social-démocrate (SPD) dans son pays. Convaincue de l'importance à venir de la révolution numérique pour l'emploi et la démocratie, elle désire y faire avancer ses idées. En vain. « Rien ne bougeait : le SPD est prisonnier de son électorat vieillissant », regrette-t-elle.

En 2009, elle intègre le Parti des pirates allemand, créé trois ans plus tôt : « *Là, ma voix a tout de suite compté.* » En 2014, à 28 ans, elle est entrée au Parlement européen, où elle s'est attaquée à l'épineux dossier des droits d'auteurs. Aujourd'hui, elle espère que son exemple aura inspiré des vocations. Et contribuera à rajeunir le prochain Parlement européen, afin qu'il représente mieux la société. « Ce n'est pas uniquement une question de symbole, explique-t-elle. Au-delà de la poussée populiste, c'est aussi l'un des grands enjeux de ces élections. » Tout comme, conclut-elle, la prise en compte de l'urgence climatique. ■

MARIE CHARREL,

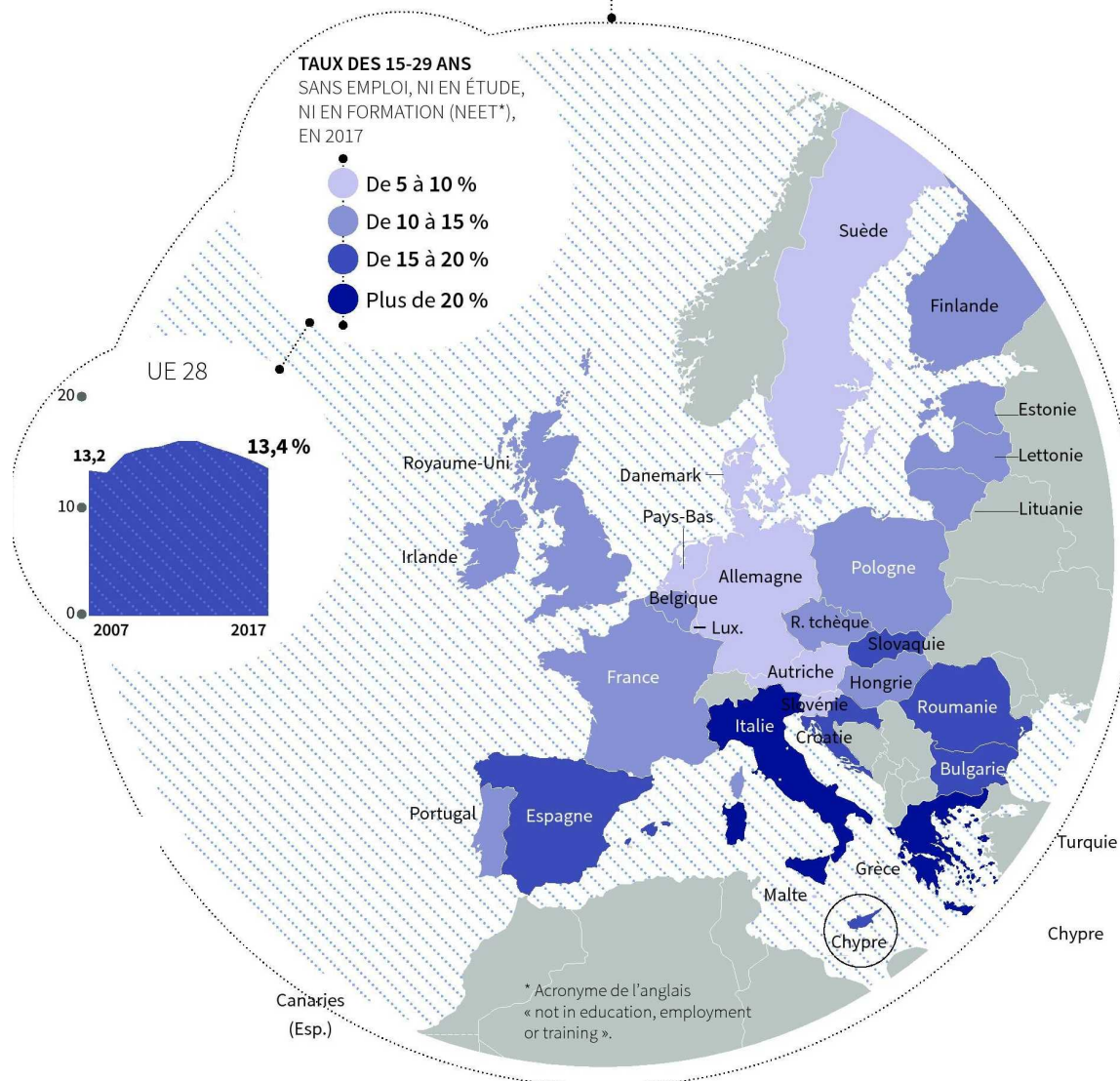
BLAISE GAUQUELIN (À VIENNE),

ANNE-FRANÇOISE HIVERT (À MALMÖ, SUÈDE)

ET MARINA RAFENBERG (À ATHÈNES)

Prochain volet Face à la Chine et aux Etats-Unis, l'industrie européenne vacille

La part des moins de 29 ans sans emploi ni formation a explosé pendant la crise



Hormis Erasmus, des avancées bien timides

QUI NE CONNAÎT PAS ERASMUS, le plus populaire des programmes européens ? Adopté à la fin des années 1980, conçu pour faciliter et accroître la mobilité des étudiants entre pays membres, il constitue toujours le principal soutien de l'UE aux jeunes. Ouvert aux apprentis en 1995, le programme a été doté d'une enveloppe de presque 15 milliards d'euros sur la période 2014-2020, bénéficiant à plus de 4 millions de jeunes.

Le 28 mars, le Parlement européen a voté, à une très large majorité, le triplement de ce budget pour la période budgétaire 2021-2027 avec comme objectif d'en faire bénéficier au moins 12 millions de jeunes citoyens. Et surtout d'atteindre ceux des classes les moins favorisées. Une partie des montants devrait

ainsi être consacrée à l'aide aux démarches administratives, au soutien linguistique, etc.

« *Notre but est de rendre le nouveau programme Erasmus+ plus simple à activer, plus accessible et juste pour les jeunes, quelle que soit*

leur situation économique », affirme le rapporteur du projet au Parlement de Strasbourg, le conservateur slovène Milan Zver. Il faut encore que les capitales des Vingt-Sept valident ces montants, ce qui n'a rien d'évident, tant la négociation budgétaire du cadre 2021-2027 risque d'être tendue. L'effort budgétaire visé est considérable, d'autant plus que l'UE devra, à partir de 2021, se passer d'une contribution britannique de 10 à 12 milliards d'euros par an – si le Brexit a lieu.

Garantie européenne

Moins connue car décidée en urgence pendant la crise financière, la Garantie européenne pour la jeunesse, est le seul instrument communautaire à viser spécifiquement le chômage des jeunes. A son origine, en 2012, une initiative franco-allemande pour les moins de 25 ans, alors que leurs difficultés à décrocher un premier emploi avaient atteint des proportions dramatiques en Grèce ou en Espagne. Chaque jeune de moins de 25 ans au chô-

mage doit pouvoir se voir garantir l'accès à « *un emploi de qualité, une formation, un contrat d'apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant le début de sa période de chômage ou de sortie de l'enseignement formel* ». Ce programme est d'abord

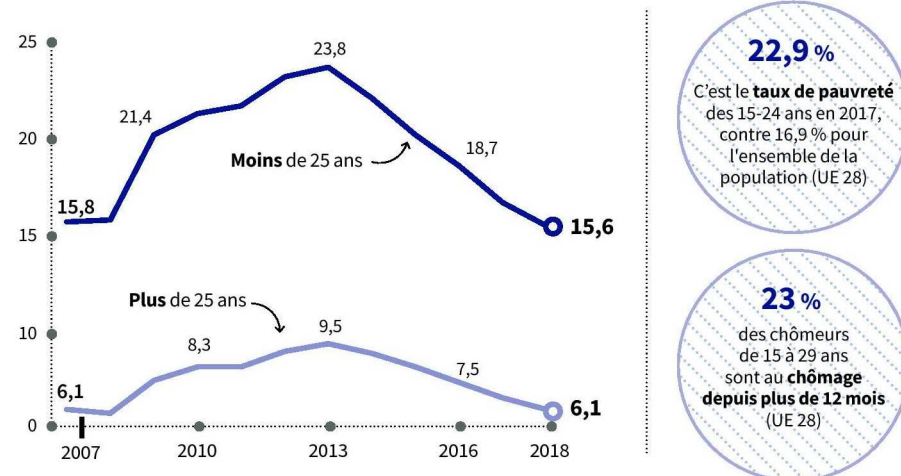
doté d'une enveloppe de 6,4 milliards d'euros pour 2014-2020, avant de passer à 8,4 milliards en 2016.

Depuis 2013, à en croire la Commission, 11 millions de jeunes européens ont pu, grâce à cette garantie jeunesse, recevoir une offre d'emploi, continuer leurs études ou bénéficier d'un contrat d'apprentissage. L'institution a recommandé qu'elle soit reconduite dans le budget 2021-2027, mais aucun montant n'a encore été arrêté. La Commission a juste réclamé que les pays connaissant les taux de chômage les plus élevés consacrent aux jeunes au moins 10 % de leurs aides au titre du Fonds social européen (qui pourrait dépasser les 120 milliards dans le prochain cadre budgétaire). ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

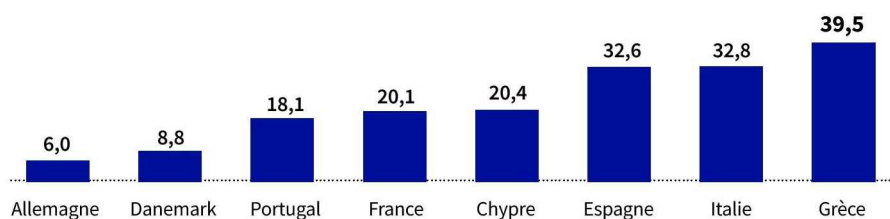
Les jeunes ont plus souffert du chômage

TAUX DE CHÔMÂGE* POUR L'UE 28, EN % DE LA POPULATION ACTIVE



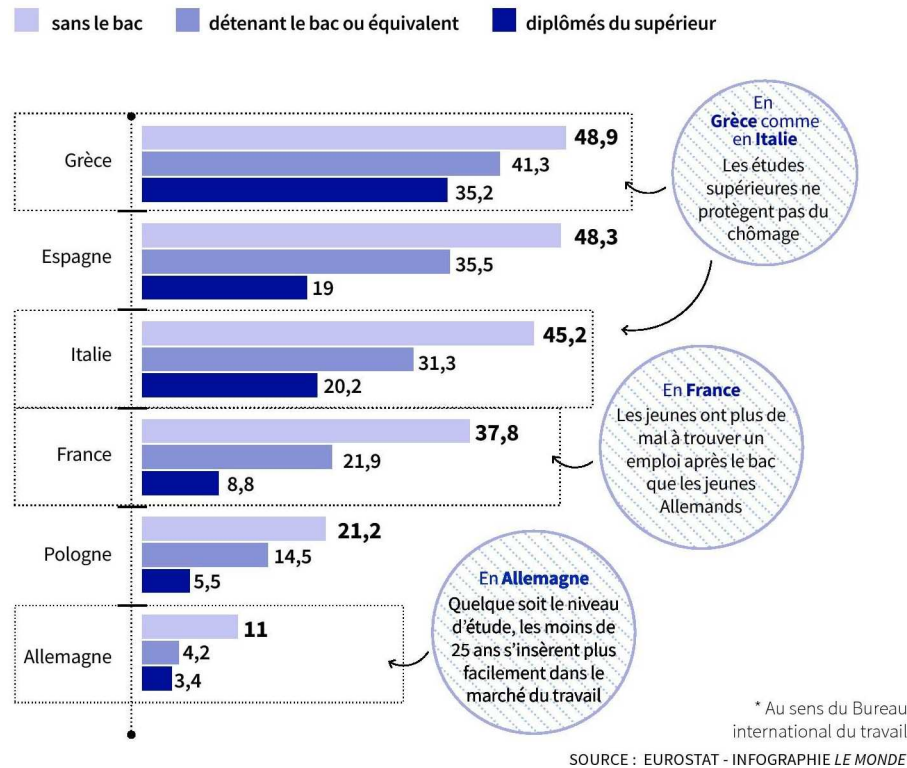
Ils sont plus nombreux à être sans emploi dans le Sud

TAUX DE CHÔMÂGE* DES MOINS DE 25 ANS, EN DÉCEMBRE 2018, EN % DES JEUNES ACTIFS



Sans le bac, il est plus difficile de trouver un emploi

TAUX DE CHÔMAGE* DES 15-24 ANS, EN 2017, EN % DES JEUNES ACTIFS



« Je me suis résolu à partir » : les Italiens émigrent en masse

Aujourd'hui, ce sont surtout les jeunes diplômés qui quittent le pays

Il aurait préféré ne jamais partir. Il n'a guère eu le choix. Après avoir décroché son diplôme d'administration comptable à l'université de Pérouse, en 2009, Francesco Amaranto a tenté de gagner sa vie dans le village où il a grandi, Cavallino, au sud de l'Italie. Dans cette région, les Pouilles, le taux de chômage culmine à 19 %. Et l'économie souterraine pèse près de 20 % du produit intérieur brut (PIB). « Pendant six ans, j'ai enchaîné les boulots : comptable, serveur, secouriste, le plus souvent au noir, raconte-t-il. Je travaillais douze heures par jour pour toucher guère plus de 500 euros par mois. Je devais demander de l'aide à mes parents. Alors, je me suis résolu à partir. »

Il y a deux ans, il s'est installé à Lanzarote, en Espagne, pour rejoindre un ami. En quelques mois, il a décroché un poste de compta-

ble. Avec un contrat permanent. « J'ai enfin un salaire correct, ma vie a changé », confie-t-il. Désormais, il gagne assez d'argent pour se payer un appartement, voyager et profiter de son temps libre. « Cela ne m'était jamais arrivé en Italie, constate-t-il. Je crois que je ne rentrerai pas. Pour ceux restés, la situation est très difficile. Mon pays est au bord de l'effondrement. »

Depuis 2008, 2 millions de jeunes Italiens ont, comme lui, choisi la voie de l'émigration. « Ce phénomène est préoccupant, les forces vives du pays s'échappent », s'inquiète Nicola Nobile, économiste chez Oxford Economics, à Milan. La timide reprise enregistrée depuis 2017 n'a guère inversé la tendance. En 2018, la population a diminué durant quatre années consécutives, perdant 90 000 personnes (sur 60,4 millions d'habitants), selon l'Institut

statistique italien (Istat). L'an dernier, 160 000 Italiens ont fait leurs valises pour partir à l'étranger, soit 3 % de plus qu'en 2017. Du jamais-vu depuis 1981.

Bien sûr, la péninsule a déjà connu de grands épisodes d'émigration. De 1900 à 1915, 8 millions d'Italiens sont partis pour travailler dans les mines et usines de France et d'Allemagne, ou encore

« JE CROIS QUE JE NE RENTRERAI PAS. MON PAYS EST AU BORD DE L'EFFONDREMENT »

FRANCESCO AMARANTO comptable italien émigré à Lanzarote (Espagne)

pour les Etats-Unis. Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'Etat

lui-même encourageait les travailleurs à plier bagage. Mais la vague d'émigration observée depuis dix ans est de nature différente. Cette fois, ce ne sont pas les ouvriers peu qualifiés ou les agriculteurs qui partent. Ce sont surtout les jeunes diplômés.

« Ils le font car les possibilités sont limitées ici, beaucoup estime qu'il n'y a plus d'espoir », déplore Salvatore Alessandro Giannino. Après plusieurs années en France, ce nutritionniste est finalement rentré à Turin, où il organise, tous les ans, un festival de cuisine méditerranéenne. Il confie son inquiétude pour son pays : « Je vois la situation se dégrader doucement depuis vingt ans. »

La population vieillit vite

Le manque d'opportunités, c'est aussi ce qui a poussé Roberta Gut-tadauro à changer de vie. Après

cinq ans d'études en sociologie à Palerme, puis à Pise, cette jeune trentenaire a réalisé que son métier, assistante sociale, ne lui convenait pas. « *Changer d'orientation était difficilement envisageable dans le système italien, alors je suis partie tenter ma chance à Paris* », raconte-t-elle. Un temps jeune fille au pair pour perfectionner son français, elle a ensuite repris des études de communication à la Sorbonne. Puis a décroché un poste dans une grande banque. « *Je suis très attachée à ma région, la Sicile, et elle me manque, confie-t-elle. Mais là-bas, il est dur de trouver un poste sans piston. Ici, on m'a laissé ma chance, et les compétences comptent avant tout.* »

A 33 %, le taux de chômage italien des moins de 25 ans a baissé

de dix points depuis 2014. Mais il reste deux fois supérieur à celui de la zone euro (16,5 %), incitant de nombreux diplômés à envisager leur avenir ailleurs. Car les perspectives sont moroses : la péninsule devrait replonger en récession cette année. Au troisième et quatrième trimestre 2018, son PIB a reculé de 0,1 %.

Certes, les mesures annoncées par la coalition populiste au pouvoir depuis juin 2018, comme l'instauration d'un revenu de citoyenneté, devraient soutenir un peu la consommation des ménages les plus modestes. Mais elles ne permettront guère de résoudre les faiblesses structurelles de l'économie italienne, telles que le fonctionnement trop lent de l'administration. Ou encore le niveau

élevé du travail au noir, qui a explosé pendant la crise – 3,3 millions de personnes sont concernées, selon une récente étude de l'institut italien de recherche socio-économique Censis.

S'ajoute à cela la forte division entre le Nord industriel, où se concentrent les grosses entreprises, et le Mezzogiorno, le sud de la Botte, plus pauvre et agricole. « *Le Sud s'enfonce dans les difficultés depuis des décennies : les jeunes ne peuvent pas y exprimer le meilleur d'eux-mêmes* », regrette Ivan Scuderi, 30 ans. Il y a quelques années, lui aussi a quitté la Sicile pour s'installer à Bruxelles, désireux d'apprendre d'autres langues. « *L'Italie a besoin d'un électrochoc culturel pour se réveiller* », croit-il.

Pas sûr que cela suffise. Car le

pays vieillit vite : 22,3 % de la population a déjà plus de 65 ans, selon Eurostat, soit le plus haut niveau de l'Union. Et l'émigration aggrave encore le phénomène. En 2018, le nombre de naissances est tombé à 449 000, selon l'Istat. Pire : le nombre des actifs de 20 à 64 ans diminue depuis 2009, affaiblissant d'autant le potentiel de croissance à long terme du pays. Selon les économistes de Natixis, celle-ci est désormais proche de zéro. ■

M. C.

La France mise sur l'apprentissage comme arme antichômage

La loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », adoptée en septembre 2018, vise à développer ce type de formation

C'est l'un des dispositifs sur lesquels le gouvernement mise le plus pour réduire le chômage des jeunes. Longtemps considéré comme une voie de garage, l'apprentissage concerne un peu plus de 430 000 personnes en France aujourd'hui. Un niveau près de trois fois inférieur à celui de l'Allemagne, alors que le taux d'insertion dans l'emploi de ceux qui sortent de ces formations avoisine les 70 %.

Les effectifs vont-ils décoller, avec la montée en puissance de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », qui a été adoptée le 5 septembre 2018 ? Rue de Grenelle, on y croit dur comme fer. D'autant qu'il y a urgence à mieux faire coïncider les formations avec les besoins des entreprises.

Entre 2017 et 2018, alors que la réforme était encore en discussion, le nombre d'apprentis a crû de 7,7 %. Un rebond dû, en partie, à l'allongement de l'âge maximum, passé de 25 à 30 ans, dans sept, puis neuf régions, avant d'être étendu à tout le territoire. « *Il y a également eu la campagne "Démarre ta story" sur les réseaux sociaux, et certains conseils régionaux comme les Hauts-de-France, le Grand Est, les Pays-de-la-Loire et la Nouvelle Aquitaine, se sont mis*

à jouer le jeu », précise-t-on dans l'entourage de la ministre du travail, Muriel Pénicaud.

Mais ce que ces chiffres ne disent pas, c'est que l'apprentissage connaît surtout un succès dans le supérieur, chez les bac +2, et beaucoup moins dans le secondaire, en CAP. Certes, les contrats de ces derniers restent plus nombreux (60 %), et « *certaines entreprises s'efforcent d'intégrer des apprentis aux premiers niveaux de qualification*, observe Bertrand Martinot,

économiste et ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy. *Mais, globalement, les grands groupes ne font pas le job* ».

Étudiant en master 2 à la Montpellier Business School, Benjamin Gachet, 24 ans, fait partie de ces « alternants » du supérieur. « *L'école de commerce nous pousse vers l'apprentissage, car cela permet d'être exonéré d'une année de frais de scolarité, et ça la rend plus accessible* », explique-t-il. Au service des ressources humaines des assurances du Crédit mutuel, à Strasbourg, il touche environ 1440 euros par mois et peut désormais profiter de l'aide au financement du permis de conduire destinée aux apprentis depuis le 1^{er} janvier.

Mais la réforme vise davantage les élèves du secondaire. Alors que 150 000 jeunes quittent cha-

que année le système scolaire sans aucun diplôme, « *ce serait une victoire culturelle très forte, celle d'une vraie pédagogie alternative*, explique un proche de Muriel Pénicaud. *On a appuyé sur le bouton "reset". Le système a été refondu en s'inspirant de la Suisse, de l'Allemagne et du Danemark, mais sans faire de copier-coller.* »

Deux grands axes ont été privilégiés, juridique et financier. Côté régulation, les législateurs ont supprimé le passage obligatoire devant les prud'hommes en cas de rupture de contrat. Le temps de travail des apprentis mineurs a été porté de trente-cinq à quarante heures par semaine pour certaines activités, et les embauches sont désormais possibles tout au long de l'année scolaire.

Toutefois, le vrai big bang concerne les centres de formation (CFA). A partir de 2021, ils seront entièrement financés au contrat, c'est-à-dire, selon le nombre d'apprentis qu'ils accueillent. Ils n'auront plus besoin d'une autorisation des régions pour ouvrir. Il reviendra aux branches professionnelles de définir le coût de prise en charge des contrats.

« Course à la rentabilité »

France Compétences, l'agence nationale responsable de la collecte de la taxe d'apprentissage, a publié, jeudi 28 mars, une liste d'un

peu plus de 3 000 « valeurs », représentant les niveaux de prise en charge des différentes formations : un CFA toucherait ainsi 6175 euros pour un apprenti en joaillerie et 15 000 euros pour un conducteur d'appareils de l'industrie chimique.

Aurélien Martin, enseignante depuis cinq ans dans un CFA, craint que cette réforme entraîne une « *course à la rentabilité* ». « *Les classes risquent d'être surchargées, alors que nos élèves sont souvent déjà en difficultés, avec de gros problèmes de concentration. D'ailleurs, ajoute-t-elle, il faudrait mettre en avant les métiers plutôt que le parcours. L'apprentissage n'est pas un objectif en soi, c'est le chemin.* »

Les entreprises, elles, sont manifestement séduites. Une vingtaine d'entre elles se préparent à lancer leur propre centre de formation. Les groupes Adecco, Accor, Sodexo et Korian ont annoncé l'ouverture prochaine d'un CFA commun. Schneider Electric, Safran, Arc International et Nicollin devraient suivre. ■

ÉLISE BARTHET

**ENTRE 2017 ET 2018,
LE NOMBRE D'APPRENTIS
A CRÛ DE 7,7 %
DANS L'HEXAGONE**